

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Mercredi soir à la télévision

GISCARD : «EXPLOITEURS, RESSERRONS LES RANGS»

Les Français veulent vivre mieux, on leur donnera du social. Ils veulent le changement, ils auront des réformes. Ils en ont assez de la majorité, on leur offrira de nouvelles têtes. Giscard, un peu plus installé dans le rôle de président-arbitre, s'adressait mercredi soir aux Françaises et aux Français.

Aux travailleurs « qui veulent davantage de justice » il promet la défense de l'emploi, l'augmentation du pouvoir d'achat, l'accroissement des libertés. Mais la démagogie du discours apparaît clairement quand on se rappelle un autre discours : celui prononcé mardi par Ceyrac, le porte-parole des monopoles dont Giscard n'est que le représentant politique. Il ne demandait rien d'autre en fait de liberté et de garantie de l'emploi que la liberté des prix et la liquidation des canards boiteux (entreprises en difficulté).

c'est-à-dire une accentuation de la politique de chômage et d'austérité menée jusqu'à présent.

A part la démagogie dont il espère qu'elle fera patienter les travailleurs, Giscard s'est adressé à la classe bourgeoise. Il a lancé un appel à toute les forces politiques bourgeoises, à l'exclusion du PCF, pour serrer les rangs dans cette situation de crise mondiale du système capitaliste.

« Il y a eu des torts de part et d'autre » mais « entre la majorité et l'opposition, il est temps d'en venir à une cohabitation raiso-

nable » « je suis prêt à en parler avec les responsables. Je ne demande à personne de renoncer à ses convictions, mais d'apporter un peu de sagesse mutuelle pour franchir une étape »...

En conséquence la tâche confiée au nouveau gouvernement qui sera nommé le 3 avril, c'est de « préparer la voie d'une large union nationale », gouvernement dans lequel figureront « des personnes qui peuvent symboliser l'ouverture ». Et Giscard, homme d'ouverture, joint le geste à la parole, il annonce une série de consultations avec des personnalités et des organisations syndicales professionnelles avant de procéder à la nomination du gouvernement. Bergeron et FO, Ginguembre des PME, et Maire de la CFDT sont les premiers inscrits sur le carnet de rendez-vous du prési-

dent, mais d'autres se présentent et Séguéy vient lui aussi de faire sa demande d'audience.

Ainsi la situation politique post-électorale marquée par la fin de l'alternative d'Union de la gauche, offre la possibilité à Giscard d'élargir sa majorité autour d'un nouveau programme destiné à faire payer la crise aux travailleurs.

Pendant plusieurs années la vie politique française a été marquée par la rivalité pour le pouvoir entre majorité et partis du Programme commun. Avec un gouvernement d'Union nationale, à la tête des affaires capitalistes, c'est l'affrontement politique fondamental qui oppose la classe ouvrière et tous les exploités à la classe bourgeoise dans son ensemble qui va se développer avec de plus en plus de netteté.

• Argentine

Contre la torture et la répression Soutenons la lutte du peuple

RASSEMBLEMENT

DEVANT L'AMBASSADE
D'ARGENTINE

JEUDI 23 MARS
A 18H 30

Métro Kléber

A l'appel du COBA (Collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football) et de différentes organisations argentines et françaises.



Manifestation de femmes et de mères de disparus.

CONTRE L'AGRESSION SIONISTE

RASSEMBLEMENT de soutien aux peuples palestinien et libanais

SAMEDI 25 MARS
15H 30 BARBES

A l'appel de l'AMFP, l'ASFA, CNP, CSP, CNPC
Avec le soutien de l'Humanité rouge, du PCR ml, de l'UCF,
de la LCR, du Comité Palestine.

Editorial

Les casques bleus contre les peuples palestinien et libanais

Les premiers contingents de la force d'intervention des Nations Unies au Liban, les fameux casques bleus, ont pénétré mercredi soir au Sud Liban par le village frontalier de Metoulla.

Le cessez-le-feu annoncé par Israël au moment même où le premier ministre sioniste Begin rencontrait Carter aux USA, a eu comme unique objectif d'accélérer l'intervention des casques bleus dans la région.

Une centaine d'entre eux seulement sont arrivés mercredi soir. Mais, selon la résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU, sur proposition américaine, ce sont 4 000 soldats étrangers, dont 600 Français, 700 Norvégiens, des Népalais et sans doute, des Suédois et des Autrichiens, qui devraient prochainement investir le Sud-Liban.

Il s'agit là d'une nouvelle offensive impérialiste contre la Résistance palestinienne et le peuple libanais qui doit être vigoureusement dénoncée et combattue. En aucun cas, la présence de ces troupes étrangères sur le sol libanais ne peut représenter une solution valable à la nouvelle crise ouverte au Proche-Orient par la sauvage agression sioniste.

D'abord parce que cette intervention militaire est une négation de l'indépendance et de la souveraineté de l'État libanais qui se voit contraint de subir sur son sol une présence militaire étrangère qu'il n'a pas souhaitée et qui échappe, de fait, entièrement à son contrôle.

Ensuite parce qu'elle installe sur le territoire d'un pays du tiers monde, en proie à une grave crise politique, des troupes dont certaines dépendent directement ou indirectement de l'impérialisme US ou d'impérialismes occidentaux comme la France. Une telle présence ne se laissera pas expulser facilement du sol sur lequel elle prend pied, dans une région politiquement et militairement explosive.

Enfin, parce que les casques bleus, dont l'arrivée a été chaleureusement saluée par Israël, auront pour fonction d'achever la besogne entamée par celui-ci : interdire de séjour et d'activité la Résistance palestinienne dans tout le Sud-Liban, contrairement à l'accord conclu en 1969 par l'OLP et le gouvernement libanais et confirmé à Ryad à l'issue de la guerre civile libanaise. Le plan sioniste visant à confier à l'armée syrienne le même rôle contre la Résistance palestinienne, dans la partie du Liban située au nord du fleuve Litani, c'est de tout le territoire libanais que la Résistance palestinienne se verrait ainsi exclure de fait.

La forte représentation de soldats français parmi les casques bleus témoigne de l'ampleur des intérêts impérialistes que les monopoles français ont conservés au Liban, longtemps placé sous mandat colonial français. Giscard tente vainement de camoufler ce fait sous la protestation de la « fidélité à l'amitié traditionnelle qui lie la France et le Liban ». Il réalise en fait le projet de prendre pied militairement au Liban, projet qu'il avait déjà esquissé en proposant l'envoi de troupes françaises pendant la guerre civile.

L'impérialisme français a trouvé sur ce terrain l'appui officiel du social-impérialisme soviétique, qui s'est, par ailleurs, abstenue de s'opposer à l'envoi de casques bleus. L'URSS a fait savoir, en effet, qu'elle « trouve justifié le désir de la France de participer à la force de l'ONU au Sud-Liban en raison de ses liens anciens et traditionnels avec ce pays ». Des liens qui, en termes clairs, s'appellent impérialistes. Mais

(Suite page 8)

2e anniversaire du coup d'état fasciste

Videla veut faire place nette avant la coupe du monde de football

Le 24 mars 1978, c'est le deuxième anniversaire du coup d'État qui amena la dictature fasciste de Videla.

Nous publions ici deux extraits d'un texte écrit à cette occasion par le Parti com-

muniste (marxiste-léniniste) d'Argentine ainsi que des extraits d'un texte du COBA (Collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football), décrivant la situation actuelle dans le pays.

BOYCOTT DU «MUNDIAL» SOUTIEN AUX LUTTES DU PEUPLE ARGENTIN

Communiqué du COBA

Le massacre, récemment, de soixante prisonniers à la prison de Villa Devoto, ramène launte militaire argentine à l'avant-scène de la répression et de la terreur.

Les méfaits sanglants de launte militaire appellent une riposte urgente et massive de la part du mouvement ouvrier international. La solidarité avec les luttes

du peuple argentin et la dénonciation de la terreur d'État qui règne en Argentine doivent rapidement s'amplifier.

La campagne engagée autour du mot d'ordre du boycott du « Mundial 78 » répond entièrement à cet objectif, tellement il apparaît maintenant que l'approche de cette grande rencontre sportive internationale signifie l'étouffement de toutes les formes de revendications et l'exploitation accrue des travailleurs argentins.

Pour launte militaire, la Coupe du monde de football est le tremplin idéal pour transformer son image de marque internationale. Mais la réussite de cette opération nécessite qu'elle contrôle totalement la situation intérieure, qu'elle empêche toute forme de mobilisation et de protestation à l'approche de l'événement sportif. A l'heure

où les écrans de télévision s'allumeront partout dans le monde, il faut que launte ait fait place nette afin que rien ne vienne ternir la « fête du ballon rond ».

On connaît bien les mesures policières prises par launte pour contrôler minutieusement le déroulement de l'événement sportif lui-même : billets nominatifs et non transférables, journalistes sportifs accrédités nominalement et menacés d'expulsion s'ils s'écartent à parler d'autre chose que de sport, touristes contingents et enquête préalable chez les habitants chargés de les héberger, etc.

Pour que ce dispositif policier remplisse efficacement son rôle, il doit s'accompagner de l'écrasement de toutes les forces susceptibles de se manifester en marge de l'événement sportif lui-même, de tous ceux qui penseraient profiter de la présence de journalistes et de touristes étrangers pour informer l'opinion mondiale (...).

La phase actuelle de préparation du « Mundial » s'accompagne d'autres liqui-

Nouvel anniversaire pour la dictature

Communiqué du PCML d'Argentine

Le 24 mars 1978, deux ans se sont déroulés depuis le renversement de la présidente Isabel Peron et l'installation des Forces armées au gouvernement. Deux années qui ont démontré l'exactitude du jugement porté par notre parti quand il affirmait, le jour même du coup d'État, que cette dictature serait marquée par le durcissement de la répression et par son caractère profondément antipopulaire.

La dictature de Videla a suffisamment manifesté les objectifs qu'elle s'était fixés à la conférence de Montevideo de 1975 : « Tuer autant qu'il le faudra pour garantir la paix en Argentine ».

Videla et les généraux fascistes sont arrivés au pouvoir pour appliquer de manière conséquente les plans économiques de l'impérialisme nord-américain et de l'oligarchie. La dictature est arrivée au pouvoir pour noyer dans le sang la volonté libératrice et révolutionnaire de notre peuple.

Il convient de dire également que cette dictature pro-oligarchique et nord-américaine, liée aux forces les plus obscures de la réaction, a reçu dès le premier jour de son installation au gouvernement, l'appui du social-impérialisme et celui de ses agents, les révisionnistes du pseudo « Parti communiste argentin ». Non seulement, Videla a pu ainsi profiter des crédits soviétiques et de l'aide économique de l'URSS, mais il a pu également compter sur un important soutien politique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, soutien accordé sans restrictions par ces ennemis signalés du peuple argentin et de la révolution. L'URSS et ses satellites tentent par là de disputer aux USA, l'autre superpuissance, le contrôle d'un certain nombre de pays.

(...) Le Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine lance un appel à l'opinion publique, aux forces et aux personnalités démocratiques, aux partis politiques européens et à tous ceux qui se veulent solidaires de notre pays pour qu'ils s'unissent, pour qu'ils élèvent plus haut encore la bannière de la solidarité et pour qu'ils hâtent de cette façon l'avènement de ce jour lumineux où la dictature sera mise en déroute et où commencera le processus qui mènera l'Argentine à sa libération. A bas la dictature !

Le peuple vaincra !

PC (ml) d'Argentine, délégué du CC à l'extérieur

"MUNDIAL 78"



Boycott de l'Argentine!

Collectif pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football

Les métallos ouest-allemands dans la lutte

Depuis le début de l'année, de puissants mouvements revendicatifs se succèdent sans interruption en Allemagne de l'Ouest : en janvier, c'étaient les dockers qui se mettaient en grève, fin février, c'étaient les travailleurs des imprimeries - la semaine dernière, les métallos sont à leur tour entrés dans la lutte.

Les revendications communes à tous les travailleurs ouest-allemands, ce sont d'une part des augmentations de salaire qui dépassent le taux annuel d'inflation, et d'autre part, la sécurité de l'emploi. Ce second point est particulièrement important en raison du développement du chômage : les spécialistes bourgeois prévoient deux millions de chômeurs en 1982.

Pour s'opposer aux menaces de licenciements, les travailleurs de l'imprimerie se sont battus pendant trois semaines, paralysant ainsi la presse quotidienne ouest-allemande. Ils ont fait preuve d'une grande combativité face aux mesures de lock-out et aux compromissions des bonzes syndicaux dont

ils ont refusé les propositions. La grève s'est terminée lundi à midi, par un accord patronat-syndicat qui stipule le maintien de l'emploi de tous les travailleurs de l'imprimerie.

LES MÉTALLOS PRENNENT LE RELAIS

Mais les métallos avaient déjà pris le relais de la lutte pour leurs deux revendications : « 7 % d'augmentation au moins ! » et « Ce n'est pas aux ouvriers à faire les frais de la modernisation des entreprises ! »

Le 15 mars, 80 000 métallos de la région de Bade-Wurtemberg cessaient le travail. Lundi dernier, le patronat leur répondait par un lock-out qui mettait à la rue quelque 200 000 travailleurs

de la région. Les patrons espéraient ainsi casser la grève, mais celle-ci s'est au contraire amplifiée et a fait perdre à la bourgeoisie environ 350 millions de francs actuels par jour.

Les répercussions sont importantes surtout dans l'industrie automobile : la production de Mercedes est arrêtée, celle de Volkswagen est menacée par la pénurie de pièces détachées.

Les travailleurs ne se laissent plus museler par des bonzes syndicaux qui préfèrent le tapis vert à la grève, et qui font tout leur possible pour limiter le mouvement à un petit nombre d'entreprises clés, alors que l'unité et la solidarité de tous les métallos seraient un atout essentiel pour vaincre.

La combativité actuelle des travailleurs ouest-allemands constitue un fait important, nouveau, qui témoigne déjà d'un certain recul de l'emprise de la social-démocratie sur la classe ouvrière.

• Chine

La conférence nationale sur les sciences est ouverte

Samedi dernier s'ouvrait, à Pékin, la Conférence nationale sur les sciences. C'est la première réunion du genre : techniciens, ouvriers, paysans sont rassemblés au Palais du peuple ainsi que 800 représentants des unités avancées.

Dans son discours prononcé à la cérémonie inaugurale, Teng Hsiao-ping a expliqué l'importance des sciences pour le développement des forces productives. Parlant de l'avenir, il a déclaré :

« Nous devons déployer de vigoureux efforts en vue de former de nouveaux talents, surtout parmi la jeune génération, tout en nous efforçant de faire jouer pleinement son rôle au contingent de scientifiques et de techniciens dont nous disposons. Nous devons donc appliquer intégralement et correctement la politique du parti dans le domaine de l'enseignement, vraiment mener à bien la révolution en la matière et rompre avec la routine afin de former le plus tôt possible un grand nombre de scientifiques et de techniciens de niveau mondial ».

dations, le massacre de Villa Devoto en est une illustration.

Juan Carlos Ortiz, le directeur de cette sinistre prison, déclarait cyniquement, il y a peu de temps : « Nous n'allons pas tuer

les prisonniers parce que ce sont les ordres que nous avons pour aujourd'hui. En ce qui me concerne, je les aurais tous fusillés, mais les ordres des militaires sont de les anéantir psychologiquement ». (Publié dans « Cambio », le 19 février 1978).

C'est dans la logique même du régime sanguinaire argentin d'engendrer des nazillons de ce type dont le pouvoir central reconnaît officiellement les capacités d'initiatives, tout en les présentant hypocritement, pour l'opinion mondiale, comme des éléments incontrôlés : « Nous ne pouvons contrôler chaque police, mais nos efforts visent à éliminer tout excès. Aujourd'hui, nous ne pouvons les éliminer mais nous les contrôlons ». C'est ce que déclarait récemment le général Videla.

Aujourd'hui, ces « excès contrôlés », chiffrés à 60 morts officiellement reconnus à Villa Devoto, il est à craindre que ce soit le prélude à d'autres éliminations « contrôlées » à la veille du « Mundial ».

A bas la dictature !
A bas la terreur d'État !
Boycott du Mundial !
Soutien aux luttes du peuple argentin !
Le COBA, le 21 mars 78
14, rue de Nanteuil 75015

MANIFESTATION
SAMEDI 25 mars à 15 h
PLACE DE WAZEMMES
LILLE

- Halte à l'agression israélienne au Sud-Liban
- Soutien aux peuples libanais et palestiniens

A l'appel de nombreuses organisations étrangères et soutenue par plusieurs organisations françaises.

**POUR TOUTE
COMMUNICATION
AVEC LE
JOURNAL
TELEPHONER AU
205-51-10**

Après la venue de Barre au Puy

Arrestations de manifestants

Alors que des menaces de fermeture pèsent sur les Tanneries Françaises Réunies et que déjà, certains postes sont en chômage technique, le jeudi 9 mars Barre se rendait au Puy (Haute-Loire) pour faire son baratin électoral et soutenir les candidats de droite, tel Jacques Barrot au Puy. Plus de 2 000 travailleurs manifestaient contre la venue de ce représentant des grands monopoles et contre sa politique d'austérité et de chômage.

La presse locale, à la botte du gouvernement, a tenté d'accréditer le bruit que la manifestation était le fait de voyous !

Pour s'opposer à la large réprobation des travailleurs, (manifestations massives) il y a eu un déploiement gigantesque des forces de police de toutes sortes (armées et casquées) des indicateurs

de police en très grand nombre, des agitateurs musclés du SAC... qui ont pendant trois heures provoqué les travailleurs, arraché leurs banderoles et les ont refoulés brutalement.

Ceci n'a pas empêché que Barre soit hué et son service d'ordre débordé à tel point que Barre dut gagner la scène de la salle Jeanne D'Arc où il allait parler, en passant par la fenêtre !... A la fin de la réunion, sortant par la grande porte, il a essayé quelques jets de pierres !

C'est le lendemain que la police a procédé, par le plus grand arbitraire, à l'arrestation de sept ou huit personnes, jeunes, immigrés, chômeurs. Il est d'ailleurs probable qu'il y a eu des interpellations et arrestations dans d'autres villes où Barre a été chahuté. Mais la « grande presse » fait le silence sur cette répression.

Le PCF, parti des pauvres ?

René Chevalier, candidat du PCF sur la 1^{re} circonscription du Rhône (Lyon 8 partie du 7^e et du 2^e arrondissements) fait distribuer dans les boîtes aux lettres de la circonscription, gratuitement, un véritable disque 45 tours intitulé : « René Chevalier vous parle »

Ce « modeste » moyen de communication n'est pas un de ces disques souples dont la publicité nous a donné quelques exemples. C'est un véritable microsilicon « en dur », recto-verso et sous pochette à l'effigie du sieur Chevalier.

Un militant de base du PCF me disait récemment, convaincu, que la campagne du PCF n'était financée que par les cotisations et par les fêtes et que c'était une allusion à Doumeng, (PDG milliardaire, membre du PCF) à la banque d'Europe du Nord et à l'URSS, ou aux entreprises contrôlées par le PCF. Alors de deux choses l'une :

- ou les militants du PCF sont vraiment fortunés,
- ou ce ne sont pas des calomnies ?

Barre ne démissionne pas

Pas si simple...

Le porte-parole de l'Élysée, Pierre Hunt, a donné lecture, mercredi en fin de matinée, à l'issue du Conseil des ministres, de la déclaration suivante faite par le Premier ministre, Raymond Barre, au président de la République :

« Il vous appartient, M. le président de la République, compte-tenu de l'analyse de la campagne électorale et des résultats des élections législatives, de fixer maintenant les grandes orientations de la politique de la France. Si vous estimez que cette analyse rend nécessaire la formation d'un nouveau gouvernement, je suis prêt, au moment que vous jugerez le plus opportun, à remettre ma démission et celle du gouvernement, conformément à l'article 8 de la Constitution ».

M. Hunt a ajouté que le président de la République avait pris acte de cette intention exprimée par le Premier ministre et qu'il ferait connaître le moment venu sa décision. Le porte-parole a encore ajouté que le « moment venu » serait vraisemblablement le début de la prochaine législature, soit le 3 avril.

Autrement dit, la situation n'est pas si simple, pour Giscard, qu'il le laisse entendre, puisque malgré ce qu'il appelle sa « victoire », il lui faut quinze jours de réflexion.

C'est qu'à droite aussi les contradictions sont importantes. Certains hommes, comme Debré et Guéna (tous les deux RPR) s'opposent à l'élargissement de la majorité, ayant trop peur de ne pas y trouver leur compte.

Yves Guéna a souligné, mardi soir, à France-Inter, que le Rassemblement pour la République était « décidé » à exercer à l'Assemblée nationale son contrôle sur l'action du gouvernement.

« Si le gouvernement n'agit pas dans un sens qui nous paraît conforme aux objectifs fondamentaux qui sont les nôtres, a déclaré le délégué politique du RPR, et bien nous manifesterons par nos discours et par nos votes nos réserves, et éventuellement notre opposition ».

D'autre part, en ce qui concerne une éventuelle ouverture politique, Guéna a fait observer que « dans notre République, les alliances



électorales doivent se nouer avant l'élection face au peuple ».

« Je ne crois pas, a-t-il souligné, que cela soit digne de notre régime qu'après les élections qui se sont passées d'une façon claire et tranchée, on constitue une nouvelle majorité demain dans

les couloirs de l'Assemblée nationale ».

Chaque clan de la « majorité » refuse de se laisser plumer par l'autre et Giscard a beau crier « victoire », la réalité est une situation bien difficile qu'il ne pourra cacher bien longtemps.

Chevènement : « il faudra qu'il y ait un programme commun de la gauche en 1983 »

L'art de se moquer des travailleurs

Jean-Pierre Chevènement, leader de la tendance CERES au Parti socialiste, estime mercredi que « la droite n'en a pas fini avec ce cauchemar qu'a été pour elle le Programme commun ».

« Je ne suis pas de ceux qui jette le bébé avec l'eau du bain » a-t-il déclaré à « Europe 1 ». « Il faudra qu'il y ait un Programme commun de la gauche en 1983, ou avant, si des élections législatives interviennent avant ». Pour Chevènement, le principe d'un Programme commun « est un principe de salubrité politique ».

« L'Union de la gauche, a-t-il dit, est plus que jamais nécessaire parce que les travailleurs vont avoir besoin de l'union pour se défendre contre la nouvelle politique de Giscard d'Estaing ».

« Robert Fabre, leader des radicaux de gauche, a raison de s'en aller s'il

n'est plus d'accord » a ajouté le leader du CERES qui a estimé que son départ « était tout à fait sain ».

Chevènement a fait appel aux gens du MRG de ne pas rompre afin de parvenir encore une fois avec les socialistes à des convergences stratégiques.

De son côté, Guy Gennesseaux, secrétaire national du MRG, estime, dans un communiqué publié mercredi, que « le départ de Robert Fabre de la présidence du MRG n'est pas une solution, mais un guépier dans lequel l'ont poussé certaines personnes ».

Il ajoute : « Être de gauche n'est pas forcément s'identifier à l'Union de la gauche, dont l'utilité est aujourd'hui à réévaluer, d'autant plus qu'aucune échéance électorale importante nous oblige à des alliances. Bien au contraire, l'élection au Parlement européen au scrutin proportionnel doit nous encoura-

ger à nous rendre encore plus indépendants ».

Ainsi, pour ces gens-là, les élections sont un but en soi. Toute leur propagande est axée là-dessus : faire semblant d'être unis alors qu'ils sont minés par leurs divergences, et par ce biais, empêcher que les travailleurs prennent en main leurs propres affaires. Non seulement, ils ne veulent tirer aucune leçon de l'échec de leur politique, mais ils ne perdent pas une minute pour appeler à recommencer la même chose et mener les travailleurs qui peuvent leur faire confiance dans l'impasse.

Les travailleurs ont-ils besoin d'un prétendu « Programme commun », catalogue de promesses, élaboré par des états-majors qui ne pensent qu'à une chose : remplacer la clique en place et faire une politique semblable ?

Non, les travailleurs ont besoin de s'unir sur des

objectifs clairs et précis pour arriver à abattre le système capitaliste. Cela ne peut se faire que sur une seule base : celle des intérêts de la classe ouvrière.

La prétendue gauche ne propose, au contraire, rien d'autre que de rester dans le système capitaliste, en l'aménageant, donc sur la base des intérêts de classe de la bourgeoisie.

Travailleuses, travailleurs qui avez jusqu'ici fait confiance aux partis dits de gauche, regardez dans quelle impasse vous emmènent les Mitterrand, Marchais et autres Fabre. Il n'existe qu'une force, les marxistes-léninistes, qui vous ait dit clairement et franchement : c'est la lutte de classe qui est le moteur de l'histoire, pour avancer vers l'émancipation, il faut s'organiser indépendamment des partis bourgeois et ne leur accorder aucune confiance.

Travailleurs, organisez-vous pour la lutte, dans le parti marxiste-léniniste.

Editorial

Séguy, Maire et leurs problèmes

Sitôt l'annonce des résultats, Séguy entre deux leaders politiques, a fait une déclaration dimanche dernier. La mine un peu défaite, et constatant que la gauche avait eu « presque la majorité » (!), il a souhaité que s'engagent des négociations, « dès lundi si possible », précisant qu'il aurait préféré discuter avec d'autres, mais qu'il fallait « faire avec ce qu'on a ».

Krasucki de son côté parlait de « mobilisation » des travailleurs pour de vraies négociations. Entendez par là : « Travailleurs, mobilisez-vous pour soutenir vos représentants qui vont « affronter » les patrons autour du tapis vert ». Il est vrai qu'après l'échec que vient de subir leur ligne de soumission au Programme commun et au PCF, ils ont bien besoin d'être soutenus !

Ces messieurs parlent certes de « luttes », au cas où les patrons ne voudraient pas discuter, mais ajoutent (Séguy : voir ci-contre) : si les parties en présence ne cherchent pas trop à imposer leur point de vue, ça devrait aller !

Quant à leur stratégie elle n'a pas changé : la voie pour le changement, c'est toujours Union de la gauche et Programme commun. En toute indépendance du PCF naturellement !

Côté CFDT, avec une grande souplesse, Maire complète le « retournement » amorcé par Moreau au moment de la rupture de la gauche, dans un rapport qui fut alors rejeté. Il s'agit d'une part d'envisager de « bons accords » avec le patronat, là où c'est possible, de ne pas être « jusqu'aboutistes ». Il s'agit de « mieux coller aux travailleurs », c'est-à-dire de répondre à la fois à leur volonté de combattre efficacement le capitalisme, les licenciements, la dégradation des salaires et des conditions d'existence et à leur méfiance à l'égard des manipulations et promesses électoralistes des chefs des partis de gauche.

Maire ou Moreau ont appelé tout autant que Séguy à soutenir les partis de gauche (pour Séguy le PC, pour eux plutôt le PS) et leur voie pour le changement » dont le dernier scrutin et la campagne qui l'a précédée viennent de prouver qu'elle est une impasse. Ils l'ont seulement fait de manière moins voyante en accompagnant leurs appels de clameurs d'indépendance : cela leur permet de sortir de l'affaire avec l'air de s'y être moins mouillés.

Les uns et les autres se trouvent devant l'échec de leur ligne, les modifications auxquelles ils s'approprient ne seront pas de fond. Ils resteront sur leur stratégie fondamentale qui ne vise qu'à aménager le capitalisme, selon le projet révisionniste du PCF pour les uns, suivant les conceptions réformistes qu'ont trouvées les autres plutôt dans le PS. C'était ce qu'ils recherchaient hier par l'accession des partis de gauche au gouvernement, aujourd'hui par une politique contractuelle de « gauche ».

Le premier épisode, appelé de leur vœux par Séguy comme Maire serait le marchandage des millions de voix portées à gauche par les travailleurs comme expression de leur profond mécontentement, contre quelques miettes qui pourraient (espèrent-ils) étouffer encore pour un temps les flammes de la lutte de classe.

Ce serait en même temps pour ces messieurs l'occasion de se mettre un peu en valeur (ils en ont bien besoin !) sur le terrain où ils excellent : le tapis vert, et de passer pour des héros dans un Grenelle à froid que le patronat envisage tout à fait de son côté.

Les amis de Séguy notamment sont allés très loin sur ce chemin en Italie ou en Espagne.

D'autre part, les uns et les autres ne donnent pas à l'échec de la gauche les mêmes explications, bien sûr ! Cela ne va pas faciliter leurs unités de sommet qui ont été si souvent un frein aux luttes par le passé.

Tout cela rend les conditions actuelles très favorables pour que les militants syndicalistes et tous les travailleurs discernent mieux l'impasse dans laquelle ils ont été poussés pendant des années. L'issue est dans la lutte : cela, bien des militants, bien des travailleurs l'ont compris et le comprendront mieux encore ; dans la lutte non pour aménager le capitalisme et porter au gouvernement des politiciens au visage de gauche, mais pour le renverser. C'est sur le terrain des luttes contre le capitalisme que peut se forger l'unité de la classe ouvrière et de tous les exploités, en toute indépendance de tout parti bourgeois.

DERRIERE LES DISCOURS DE CEYRAC

Ceyrac, le chef des patrons s'est bien entendu félicité du résultat des élections. Le fameux milliard du

tien sélectif. Pour lui, il faut en finir avec les canards boiteux. Tant pis pour ceux

« Pour lutter et pour vaincre, elles (les entreprises) ont besoin de liberté, et d'abord de leur liberté de

berté, se cache leur appétit insatiable de profits. Mais cela ne l'empêche pas de déclarer aussi qu'il fera tout ce



patronat (l'officiel pas les milliards en sous-mains) n'aura pas servi pour rien.

Après la victoire, le chef des patrons pose ses exigences en termes précis. Il réclame la liberté des prix, un soutien financier de la part de l'Etat, mais un sou-

qui ne peuvent pas suivre. Qu'ils disparaissent !

Cela signifie que le patronat prépare de nouvelles vagues de licenciements dans à peu près tous les secteurs de l'activité économique.

Comme il le dit si bien :

gestion. Les Français ont voté pour la liberté : il faut que cela soit vrai aussi dans le domaine économique ».

Ce discours, sans fard montre très bien où veulent en venir les patrons. Derrière leur prétendue li-

qu'il peut pour « l'amélioration des conditions de travail, l'amélioration de l'emploi ». 1,8 % de chômeurs en plus en février, quelle énorme amélioration de l'emploi ! Deffrenne en procès pour vols et détournements de fonds, belle liberté !

Il veut aussi négocier sur quelques points mineurs, mais suffisamment intéressant pour donner le change aux grands chefs syndicaux qui, insatiables, réclament des négociations à tout prix.

Une grande partie s'engage donc entre patrons et chefs syndicaux, dont les intérêts des travailleurs sont absents.

Séguy et Maire veulent des négociations

Mardi, Séguy rendait compte devant la presse des décisions de la commission exécutive de la CGT réunie lundi : « La CGT souhaite que s'ouvre une ère de négociations, une ère de politique contractuelle ». On devrait pouvoir trouver des compromis si chacun des partenaires sociaux ne cherche pas à imposer sa volonté à l'autre ». Une question de solidarité en somme. Mais tremblez patrons, Monsieur Séguy ajoute qu'en cas de désaccord les travailleurs recourront à l'action.

Par ailleurs, la CGT affirme « que l'Union de la gauche demeure la seule voie du changement. Elle poursuivra son action dans ce but en toute indépendance syndicale... »

Du côté de la CFDT, dont le Bureau national se réunissait mardi et qui s'adressait mercredi à la presse, ce n'est pas exactement le même son de cloche.

A propos de l'échec de la gauche, Maire a souligné que lors de la division de septembre, l'intérêt des travailleurs n'avait eu aucune place dans le débat. Le PS s'appuyait sur les classes moyennes quant au PCF, il a

« assassiné l'espérance » et la CGT n'a été que son « porte-voix ».

Contrairement à ce qu'elle a dit le 14 mars, la CFDT considère que l'accord d'entre les deux tours n'a été « qu'une mascarade » manifestant le mépris des travailleurs.

Dans l'immédiat, le Bureau national a transmis à Giscard et à Ceyrac deux demandes d'audience. Il s'agit de « capitaliser » les voix du premier tour pour obtenir « l'engagement d'un déblocage des négociations : à tous les niveaux ».

A propos de l'unité d'action avec la CGT le Bureau national estime qu'il n'est pas urgent que les confédérations se rencontrent. Il a affirmé le désaccord de la CFDT avec l'échelle mobile et la négociation d'un indice préconisées par Séguy qui ont comme conséquence de figer la hiérarchie alors qu'il s'agit de relever les bas salaires et de réduire les inégalités.

Au total, Séguy et Maire sont d'accord sur une chose c'est qu'il faut harceler sans répit le gouvernement et le patronat, ... avec des propositions de négociations.

• Lorient

3 semaines de grève à l'ETDE

Depuis le 28 février, cette entreprise de transport et de distribution de l'électricité était en grève contre le licenciement d'un ouvrier de 57 ans sous le motif suivant : rendement insuffisant ! Les grévistes réclamaient également le treizième mois.

Cette boîte est une multinationale dont le siège est à Paris. Il y a quatre ateliers en Bretagne (Lorient, Vannes, Saint-Brieuc, Saint-Nazaire), qui mènent la lutte ensemble. Les ouvriers manifestent une volonté d'organiser le soutien, afin de renforcer l'unité des travailleurs. Des sections syndicales ont organisé des collectes. Les Paysans-Travailleurs, après avoir discuté avec les ouvriers en grève, décident de leur apporter un soutien inconditionnel. Ils sont d'accord pour leur livrer des produits de la terre. Les ouvriers de l'ETDE allaient entamer leur quatrième semaine de grève renforcés. C'est alors que la CGT a distribué un tract qui leur demandait de reprendre le travail, sous prétexte que « le patron est intransigeant et que les travailleurs ont des difficultés ». De plus la période des élections serait mal choisie !

La CGT organise un vote, au début de la semaine dernière, pour la reprise du travail. Il n'y avait même pas la moitié des travailleurs de l'ETDE.

Le travail a repris. Retenons les aspects positifs de cette lutte :

- Organisation du soutien
- Liaison avec les petits paysans et les masses populaires
- Indépendance des travailleurs.

Cela ouvre la voie à des luttes efficaces sur Lorient.



A propos d'un document de la CFDT

La question des comités de soutien (1)

Le dernier numéro de « Nouvelles CFDT » bulletin d'information diffusé à tous les responsables du syndicat, reprend à son compte un texte émanant de l'Union départementale de Loire-Atlantique, intitulé : « *Réflexions sur les comités de soutien à propos du conflit de Laving-Graces* ». Ce texte, précédé d'une introduction du secteur politique de la CFDT, prend, du fait de sa publication le caractère d'une contribution officielle. Il mérite une réponse pour trois raisons :

- 1) L'Humanité rouge et le PCMLF y sont nommément cités et pris comme cible, notre position et notre pratique étant singulièrement déformées.
- 2) La relation des faits contient un certain nombre d'erreurs.
- 3) Les conclusions apportées sur l'expérience des comités de soutien sont discutables.

Citons d'abord la présentation faite du PCMLF par « Nouvelles CFDT » :

« Mais auparavant, quelques informations sur le PCMLF et « L'Humanité rouge » puisqu'il en est fait état dans le texte de l'union départementale et qu'il a joué un rôle important dans le comité de soutien.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) fut dissout en juin 1968. Les militants de ce parti se regroupent en juillet 1968 autour du nom d'un nouveau journal « L'Humanité rouge » et une série de brochures.

Ce groupe d'extrême-gauche d'inspiration maoïste est très dogmatique. Il demande un comportement exemplaire de ses militants.

Il est très critique à l'égard des organisations syndicales ouvrières et dénonce ses responsables.

Il est important de souligner que le 2e paragraphe de l'article 3 des statuts du PCMLF est ainsi libellé : « Les membres du parti... militeront obligatoirement dans une organisation de masse, sous la direction et le contrôle de la cellule dans le but d'y faire pénétrer la ligne du parti ».

Ce paragraphe est donc très clair sur la conception léniniste des rapports syndicats-partis et donc de la soumission inconditionnelle du syndicat au parti ».

Cette « présentation » appelle certaines précisions. Nous sommes non seulement critiques mais résolument opposés à la ligne de collaboration de classes dans le mouvement syndical. Nous sommes opposés à la ligne qui pendant des années a tout fait pour placer le syndicat à la renorque de l'Union de la gauche et de son programme bourgeois et qui veut faire jouer au syndicat le rôle de force d'appoint pour

l'accession des politiciens de gauche à la gestion des affaires capitalistes. Ceux qui propagent de façon consciente cette ligne nous les avons dénoncés et nous les dénonçons encore (à moins qu'ils ne changent...). C'est le cas de Ségué, et Maire et d'autres encore. En aucune façon nous ne les dénonçons parce qu'ils sont des responsables. L'histoire du mouvement syndical en France est riche en dirigeants syndicalistes qui furent d'authentiques lutteurs et organisateurs du combat de classe.

De nombreux responsables syndicaux aujourd'hui consacrent leur vie et leurs

capacités à la cause de l'émancipation des travailleurs et si nous avons des désaccords avec tel ou tel d'entre eux, c'est avec respect que nous discutons avec eux et de toutes façons nous luttons ensemble.

Les militants du PCMLF ont effectivement l'obligation d'être actifs au sein des organisations de masse et notamment des syndicats. En effet, le PCMLF n'est pas un parti parlementaire et bavard mais un parti pour l'action, cette action n'est pas celle d'une avant-garde isolée mais celle de tous les exploités qui s'organisent dans des organisations de masse.

L'activité du parti dans le syndicat est effectivement conforme à la conception léniniste des rapports partis-syndicats, mais ne débouche nullement sur la soumission inconditionnelle du syndicat au parti.

Les militants du parti expliquent, font connaître autour d'eux les idées du PCMLF.

Dans la mesure où celles-ci sont conformes à la réalité, dans la mesure où les mots d'ordre du parti s'avèrent utiles pour mener la lutte de classe, alors les travailleurs les adoptent eux

mêmes, sinon ils en font la critique. Parler de soumission inconditionnelle, c'est évoquer la tutelle bureaucratique et antidémocratique du PCF de Marchais et Ségué sur la CGT et nullement les rapports que nos militants entretiennent avec les syndiqués qui sont leurs camarades de lutte.

Quant à la ligne du PCMLF, elle n'est nullement mystérieuse : c'est de lutter pour que le mouvement syndical soit une arme efficace entre les mains des travailleurs dans leur lutte pour abattre le capitalisme et construire une société nouvelle, socialiste.

Comme l'indiquent les documents de son troisième congrès : « Le PCMLF doit donc lancer la lutte dans quatre directions indissociables :

- 1) La lutte pour l'application d'une juste ligne de classe et pour l'indépendance des syndicats par rapport aux partis bourgeois.
- 2) La lutte pour la démocratie au sein des syndicats.
- 3) La lutte pour la solidarité ouvrière et populaire.
- 4) La lutte pour la solidarité internationale.

Nous verrons demain l'expérience de Laving-Graces et la question des comités de soutien.



130 personnes étaient présentes au réveillon de la victoire organisé par les ex-grévistes de Laving-Graces et le comité de soutien.

Ecoles normales en grève

L'occupation de l'école normale de Melun dure depuis trois jours. Une centaine d'élèves-maitres se relaient jour et nuit dans les locaux pédagogiques depuis le vendredi 9 mars.

Et tous les cours sont suspendus, seuls les locaux administratifs restent sous le contrôle des autorités de l'école.

Les normaliens, qui réclament notamment la garantie d'obtenir un poste fixe à temps complet à l'issue de leurs deux ans de formation et d'être titularisés ainsi que la suppression de la circulaire entraînant l'exclusion définitive des normaliens après deux échecs consécutifs au CAP, ont manifesté mardi après-midi dans les rues de Melun et ont organisé mercredi une « journée portes ouvertes ».

Quatre autres écoles normales - Aix-en-Provence, Rouen, le Bourget et Grenoble - sont également occupées par les élèves en grève sur les mêmes revendications. Une trentaine d'autres (sur les 140 regroupant 15 000 élèves environ) ont connu ces dernières semaines ou connaissent encore des perturbations, notamment Livry-Gargan, Asnières, Le Mans, Nîmes et Draguignan. D'autre part, une « coordination nationale » s'est tenu le week-end dernier, à l'école normale de Grenoble, avec la participation de délégués venant de vingt-six établissements.

Les revendications des élèves-maitres sont appuyées, tant par le syndicat national des instituteurs (SNI) que par le SGEN-CFDT, mais la forme d'action choisie n'est pas toujours soutenue par les sections locales de ces syndicats, surtout au SNI où on estime qu'elle est « inopportune ».

La police a fait évacuer, mardi, en fin de journée, les bureaux du directeur de l'école normale de garçons à Grenoble, occupée depuis le matin par une vingtaine de normaliens.

● Roubaix

Une fois n'est pas coutume

L'usine Deffrenne appartient aux frères Schlumpf qui se sont faits la valise en Suisse en laissant un beau musée où ils engloutissaient le fric volé aux travailleurs.

L'usine avait été mise en liquidation et les ouvriers et les ouvrières l'occupent. En juin 1977, la CFDT-Deffrenne portait plainte contre le patron pour : abus de biens sociaux, faux en écritures, infractions à la loi concernant les sociétés, etc.

En août 1977, Deffrenne est incarcéré et il passait en procès le lundi 20 mars à Lille. Et à Roubaix, Deffrenne c'est un patron bien connu pour son paternalisme et tout le tra la la. Alors pensez-vous, avec son procès, son image de marque en prend un coup, le pauvre !

Toute la défense est basée sur le fait que les frères Schlumpf ont fait pire. Deffrenne a détourné 200 millions de centimes en trois ans, les Schlumpf des milliards. Il gagnait 54 millions de centimes par an, les Schlumpf, bien plus.

Alors Deffrenne, c'est un petit à côté des Schlumpf. Piétres arguments ! Mais il ne faudra pas moins attendre le 29 mars pour connaître le résultat des délibérations !

LICENCIEMENTS DANS DEUX USINES DE VETEMENTS DE LA REGION NIVERNAISE

Quatre vingt-quatre licenciements viennent d'être annoncés dans deux usines de vêtements de l'agglomération de Nevers. Aux établissements « Amaragay », ce sont dix-neuf ouvrières sur cent quatre-vingt qui ont reçu leur lettre de licenciement, et aux établissements « Gerly », soixante-cinq sur quatre cents.

GREVE A LA MAISON DE LA CULTURE DE NEVERS

Une grève a été déclenchée mardi à la Maison de la Culture de Nevers. Motif du mouvement : le licenciement de quatorze des quarante et un employés.

GREVE DANS UNE USINE DE CONFECTION JURASSIENNE POUR LE SMIC A 2 400 F

A l'appel de la CGT, depuis le 21 mars, la moitié des deux cent cinquante ouvrières des établissements Codeol (pantalons pour hommes) de Dôle sont en grève pour appuyer leur demande d'une majoration du SMIC à 2 400 F et d'une cinquième semaine de congés payés. Selon la CGT, le conflit date d'une quinzaine de jours, mais il était alors centré davantage sur les conditions de travail.



Télévision

Mardi 28 mars : 20h35 Antenne 2

Les dossiers de l'écran

Dans ce film conçu spécialement pour la télévision, Maurice Failevic a tenté de brosser une fresque des mentalités paysannes à la veille de la Révolution française. La noblesse, classe sociale rétrograde, se prépare à céder la place à la bourgeoisie montante, mais la véritable révolution, celle qui doit permettre une libération authentique des opprimés, reste à faire.

Le débat qui suivra le film se déroulera entre « éminents » professeurs, les réalisateurs de l'émission n'ont pas cru intéressant d'y associer des paysans. Les téléspectateurs pouvant intervenir dans le débat en téléphonant à SVP, si vous regardez cette émission et que vous disposez d'un téléphone à proximité, n'hésitez pas à faire entendre la voix des travailleurs.

20h30 FR3

Le territoire des autres

Il s'agit d'un film documentaire remarquable datant de 1970, c'est le premier long métrage en 35mm couleur sur les animaux sauvages d'Europe. Les réalisateurs ont voulu nous montrer les animaux tels qu'ils sont sans chercher à interpréter leur comportement. C'est pourquoi il n'y a pas un seul mot de commentaire. La bande sonore, particulièrement travaillée, mêle des bruits naturels à des sons artificiels.

C'est un monde inconnu que ce film nous donne à découvrir, car les auteurs ont réussi à capter les réactions naturelles des animaux, telles qu'elles sont en dehors de la présence de l'homme. Au moment où une marée noire sans précédent sème la mort sur les côtes bretonnes, ce film sonne comme une condamnation, notamment cette dernière image qui montre l'agonie d'une mouette engluée de mazout.

Jeudi 30 mars : 20h30 TF1

Concert Beethoven

A 20 h 30 : CONCERT BEETHOVEN retransmis du théâtre des Champs-Élysées.

Huitième symphonie, composée en 1812 et qui ne présente pas le caractère grandiose des autres symphonies : ses proportions sont plus réduites et l'orchestre très allégé.

Troisième symphonie « Héroïque ». Démocrate convaincu, enthousiasmé par les idées de la Révolution française, Beethoven accepta, en 1802, de composer une symphonie à la gloire du Premier consul. Mais révolté par le sacre de Napoléon comme empereur, il débaptisera cette 3e symphonie qui devait s'appeler « Bonaparte » et lui donnera le titre de « Symphonie héroïque » : Elle fut achevée en 1804.

A 22 h, JEAN-CHRISTOPHE, 5e épisode du feuilleton TV en 9 épisodes d'après l'œuvre de Romain Rolland.

Vendredi 31 mars : 20h30 TF1

Un ennemi du peuple

Pièce d'Henrik Ibsen, adaptation : Victor Haïm. Le Docteur Stockmann est médecin dans une ville d'eau dont son frère est le maire. On s'aperçoit que les conduites qui desservent l'établissement thermal passent par des usines et des tanneries et que les eaux sont polluées. Stockmann alerte son frère qui refuse d'entreprendre les travaux nécessaires, car il faudrait fermer pour cela trop longtemps l'établissement thermal, ce qui risquerait de mettre en péril la réputation de la ville et de son commerce.

Le médecin révolté entreprend d'alerter lui-même l'opinion publique. On fera tout pour l'en empêcher, jusqu'à l'obliger à s'expatrier. Dans cette pièce, Ibsen a cherché à dénoncer et à combattre l'égoïsme social, la corruption politique et l'injustice

MULTIPLIONS LES ABONNEMENTS A L'HUMANITÉ ROUGE !

Pour développer l'audience de notre journal, une grande campagne d'abonnements a été décidée : un tract national de présentation de l'Humanité rouge sera disponible prochainement. Nous en reproduisons ci-dessous le texte :

UN JOURNAL PAS COMME LES AUTRES

L'Humanité rouge, quotidien des communistes marxistes-léninistes de France, paraît depuis 1969, d'abord hebdomadairement, puis tri-hebdomadaire, il est quotidien depuis le 1er mai 1976, il publie également une édition bimensuelle.

Un journal de plus ? Non, il n'est pas comme les autres. Regardez-le, ouvrez-le !

- Pas de publicités commerciales payées par les trusts et les grandes entreprises capitalistes.

- Pas de crimes à la Une, de reportages à sensation sur la vie des vedettes et autres « grands » de ce monde.

- Pas de page pour le tiercé.

Il n'est pas le journal des patrons, des politiciens, de ceux qui passent leur temps à vous faire des promesses.

Vous y trouverez uniquement :

- Tout ce qui touche à la vie quotidienne des ouvriers, des petits paysans, de tous les travailleurs, ceux qui subissent l'exploitation capitaliste et qui luttent.

- Dans chaque numéro, vous trouverez des informations, des enquêtes et des reportages sur les luttes des travailleurs, leurs conditions de vie et de travail.

- Dans chaque numéro, vous trouverez des informations et le point de vue des marxistes-léninistes sur les principaux événements nationaux et internationaux, sur les pays socialistes comme la Chine populaire.

TRAVAILLEURS, L'HUMANITÉ ROUGE
EST VOTRE JOURNAL

SI VOUS VOULEZ CONNAITRE NOTRE JOURNAL

Vous avez deux possibilités :

- Le réclamer chaque jour chez votre marchand de journaux.
- Vous abonner en renvoyant le bulletin d'abonnement ci-dessous.

COMMENT S'ABONNER ?

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITÉ ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Klauss Croissant

Les avocats refusent les fouilles corporelles

Deux semaines après la première audience, le procès intenté à Stuttgart contre Klaus Croissant n'a repris que pendant quelques heures pour être de nouveau ajourné jusqu'au 3 avril.

En effet, le président

du tribunal a décidé que les avocats de la défense devaient être soumis à une fouille corporelle attentive, ce que ces derniers refusent.

Les avocats français notamment invoquent la décision défavorable à la fouille

du bâtonnier de l'Ordre des avocats parisiens. Les quatre avocats français de Croissant ont fait parvenir au président du tribunal de Stuttgart une lettre dans laquelle ils affirment notamment à propos de la fouille corporelle :

Aussi longtemps que seront pratiquées des mesures de fouilles corporelles à l'encontre des avocats et à l'exclusion des autres participants au débat judiciaire, nous nous refusons à pénétrer dans l'enceinte du tribunal.

6 morts en avril 1976 à la manufacture de Clérieux 2 ans après - Procès des responsables

Le procès des responsables de la Cartoucherie de Clérieux (Drôme) où six ouvrières ont trouvé la mort lors d'une explosion le 9 avril 1976, c'est le procès des crimes perpétrés au nom du profit.

Cette explosion avait été précédée d'une dizaine d'autres accidents en un peu plus d'un an.

L'inspecteur du Travail a rappelé, qu'en janvier

1975, une première explosion causée elle aussi par le tricinat de plomb et qui avait fait une victime aurait dû servir d'avertissement.

Pour l'expert en explosifs, la responsabilité du PDG, ainsi que celle des trois ingénieurs inculpés, ne fait aucun doute : « La cause initiale de l'explosion réside dans l'empilage aberrant des plateaux d'amor-

ces ».

« Ni les mesures de sécurité, ni l'arrêté préfectoral n'ont été respectés tandis qu'un effort exagéré était demandé au personnel ».

La société Gevelot, absorbant en 1971 la poudrière, a imposé le remplacement du fulminate de mercure par le tricinat de plomb qui est, selon les experts, le produit explosif le plus sensible aux

frottements et à l'électricité statique : un peigne passé dans les cheveux peut suffire à déclencher l'explosion.

La responsabilité des Cartoucheries Gevelot ayant été abordée au cours des débats, on peut s'étonner de l'absence dans le box des accusés du PDG de la société Gevelot, M. Philippe Burnel, vice-président du CNPF.

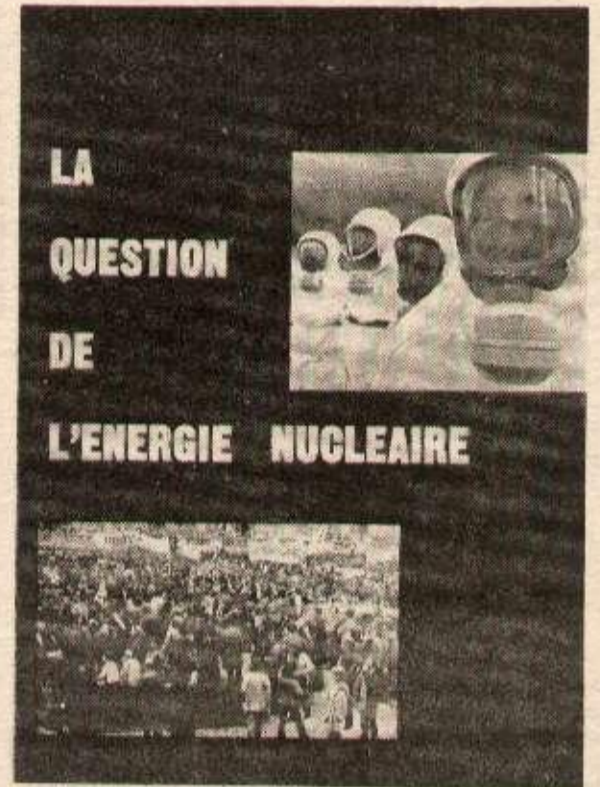
En avant pour la souscription de 100 millions !



Supplément à réabonnement	
M.F.	60 F
C.J.	144 F
M.M.T.	50 F
M.E.	45 F
B.C.	20 F
V.A.M.	130 F
S.	600 F
De nouveaux camarades du Nord aux fêtes de fin d'année	
Supplément à réabonnement	390 F
C.P.	40 F
Un ingénieur	100 F
Supplément à réabonnement	
S.	120 F
D.S.	70 F
B.J.P.	20 F
D.G.	45 F
CD 8 Mars	50 F
Soutien hebdo (janvier) D.M.	60 F
Deux lecteurs du bimensuel	50 F
Supplément à réabonnement	
L.G.	320 F
Réabonnement	
J.L.M.	120 F
J.F.	140 F
G.D.	14 F
P.M.	120 F
B.	50 F
Un médecin M/L.	5 000 F

Souscription à librairie	740 F
Supplément à réabonnement	
M.G.	20 F
L.D.	60 F
I.P.	6 F
D.P.	60 F
C.CH.	120 F
B.M.	5 F
G.P.	10 F
M.R.	120 F
S.P.	10 F
M.M.	4 F
Pour les 100 millions B.R.	125 F
M.M.	100 F
Souscription au meeting de Lorient	1 002 F
CD Aurore	600 F
CD A. Marty	550 F
CD E. Varlin	820 F
CD F. Yveton	250 F
Souscription de masse sur une entreprise	
Foyer Sonacotra E.L.	187 F
C.L.	150 F
G.E.	50 F
CP Commune de Paris	300 F
L.C pour la campagne politique de 78	100 F
CD Dombrowski	100 F
CD Dombrowski	32 F
TOTAL au 20 janvier 1978	71 156, 70 F

UNE NOUVELLE BROCHURE EST PARUE



PRIX 5F

Passez vos commandes et libellez vos chèques à :
APN - Editions
BP 279 - 75 886 Paris
Cedex 18

Abonnez-vous à
L'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs

LE TOME V DES OEUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG

« Les marxistes ont toujours considéré que le prolétariat ne peut accomplir son œuvre qu'en s'appuyant sur les masses populaires, que les communistes, lorsqu'ils déploient leur activité parmi les travailleurs, doivent employer les méthodes démocratiques de persuasion et d'éducation, et qu'il est absolument inadmissible de recourir à l'autoritarisme ou à la contrainte ».

Extrait de « De la juste solution des contradictions au sein du peuple ». En vente à la librairie des Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris 20e.



Le
Bimensuel
n° 27
est paru

Spécial élections

En bref... En bref...

Intérieur

Hommes de couleur, s'abstenir

L'Agence nationale pour l'emploi s'est crue obligée de publier une mise au point sur la publication, par ses soins, d'offres d'emploi assorties de mentions racistes ou sexistes.

Dans ce communiqué, l'ANPE déclare enregistrer les offres d'emploi assorties de fameuses mentions « Pas de Noirs », « Pas d'hommes de couleur », « Nationalité française », ou « Homme seulement », mais ne pas les diffuser ou le faire sans la mention discriminatoire.

Pourtant le directeur régional de l'ANPE de Bordeaux a été inculpé au début de l'année d'infraction à la loi de 1972 sur cette question, ses services ayant accepté des offres d'emploi portant des mentions discriminatoires émanant de plusieurs entreprises de la région bordelaise.

Combat de coqs pour un perchoir

Chaban-Delmas et Edgar Faure, tous deux membres du RPR, ont concurremment annoncé leur intention de se proposer comme présidents de la future Assemblée nationale.

L'un comme l'autre intriguent en coulisse et le vieux radical, proche de Chirac, fait des crocs-en-jambe au compagnon gaulliste qui, lui, est honoré de la confiance de Giscard. Ainsi, à la première occasion, ces messieurs de la majorité se tirent dans les pattes. En fait, la composante de la majorité (RPR ou UDF) qui contrôlerait la présidence de l'Assemblée nationale s'assurerait un avantage sur l'autre. Et puis, la place ne doit pas être trop mauvaise, Chaban qui l'a occupée pendant de longues années, déclare qu'il est « intéressé par ce travail ». Mais Faure qui lui a soufflé la place en 1973 ne veut rien entendre. A suivre.

Le monde en marche

Conférence-désarmement

La co-présidence américano-soviétique contestée

Quinze des trente membres de la conférence de l'ONU sur le désarmement ont officiellement demandé, mardi à Genève, la suppression de la co-présidence américano-soviétique à leurs réunions.

Cette proposition rejoint la position de la France qui refuse, depuis 1962, d'occuper le 31e siège - qui lui est réservé - contestant l'intérêt de cette co-présidence.

Les quinze pays qui sont à l'origine de cette proposition sont l'Argentine, le Brésil, la Birmanie, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Inde, l'Iran, le Mexique, le Maroc, le Nigéria, le Pakistan, le Pérou, la Suède, la Yougoslavie et le Zaïre.

Les USA ont réagi mollement mais on peut s'attendre à une réaction hostile de l'URSS lors de la prochaine réunion de la conférence.

• Tunisie

Habib Hachour inculpé

M. Hachour a été incarcéré à la prison civile de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) a été inculpé mercredi soir d'atteinte à la sécurité intérieure de l'État, par le juge d'instruction.

M. Achour a été incarcéré à la prison civile de Tunis. Selon les avocats de M. Achour, celui-ci risque la peine capitale car le juge d'instruction lui a notifié qu'il tombait notamment sous le coup des articles 72 et 74 du Code pénal qui prévoient la peine capitale pour toute personne coupable d'attentat ayant pour but de changer la forme du gouvernement, d'inciter les habitants à s'armer les uns contre les autres ou de porter le désordre, le meurtre et le pillage sur le territoire tunisien.



Marée noire 200 km de plages polluées

« Armateurs pollueurs », « Du travail, pas de mazout », c'est en scandant ces slogans qu'un millier de pêcheurs ont manifesté mercredi après-midi dans les rues de Brest, sous les applaudissements des passants. Ils se sont rendus ainsi à la préfecture où ils ont déposé une motion réclamant l'abolition des pavillons de complaisance, la limitation du tonnage des pétroliers et l'éloignement des côtes des voies de passage des bateaux.

Auparavant les pêcheurs, rassemblés à l'appel de la CFDT, avaient décidé d'exiger du gouvernement une indemnité égale au dernier salaire connu, le report des échéances d'emprunt, la prise en charge des intérêts de ces emprunts, la retraite anticipée à 50 ans pour raison de chômage technique et le report du paiement des cotisations sociales.

A Portsall et sur toute la côte bretonne, la colère s'étend chez tous ceux, et ils sont légion, qui sont touchés par les conséquences de la catastrophe. Chacun sait maintenant que l'Amoco-Cadiz, le pétrolier brisé en deux, va vomir tout son pétrole sans qu'aucune tentative de pompage n'ait pu avoir lieu. Les marées d'équinoxe et surtout la grande marée de dimanche prochain vont encore contribuer à l'extension des dégâts et probablement disloquer totalement la carcasse échouée.

Les 200 000 tonnes de pétrole brut risquent fort d'être totalement déversées d'ici là et la marée noire menace déjà le Mont-Saint-Michel.

Elle couvrait mercredi plusieurs centaines de kilomètres. La pollution la plus importante se situe au large de l'île de Batz



et de Roscoff où de nombreux parcs à huitres ont été touchés.

Face à ce désastre, les moyens mis en œuvre sont

dérisoires si les bonnes paroles affluent de tous les états-majors politiques.

L'action des seize navires saupoudrant la nappe

de produits dissolvants est déjà fortement contestée, ces produits étant très toxiques.

Les 2 000 militaires réquisitionnés n'ont pu ramasser en quelques jours que 500 tonnes de pétrole mélangé d'eau de mer.

Il est déjà évident que les oiseaux de mer, la flore et la faune marines seront profondément touchés et leur reconstitution demandera vraisemblablement près d'une dizaine d'années.

Les 150 millions de francs d'indemnité annoncés par le gouvernement français ne seront qu'une goutte d'eau dans la mer par rapport aux dommages subis par les pêcheurs, les agriculteurs et les commerçants bretons qui, en outre, sont souvent contraints de ne compter que sur eux-mêmes pour lutter contre la marée noire.

« Si le plan Polmar avait prévu le remorquage de pétroliers en difficulté, cette catastrophe pouvait être très facilement évitée » a déclaré Alain Bombard au journal « Le Matin ».

« L'Amoco-Cadiz a été remorqué dans des conditions catastrophiques (câble cassé à plusieurs reprises) et il a fini par s'échouer sur les côtes où il a été dressé sur les rochers. Quand on songe qu'à Brest, non loin de là, la marine nationale possède de puissants remorqueurs, c'est absurde et dramatique. C'est la loi du profit et de l'argent. Car, pour un remorqueur de sauvetage, une telle affaire est un peu l'aubaine de sa vie, la fortune à la portée de la main. Ils sont des dizaines de chasseurs de primes sur l'océan à attendre une telle opportunité.

Comment voulez-vous que dans de telles conditions un sauvetage soit assuré de se dérouler normalement ? Le remorqueur hésite toujours à faire appel à d'autres pour ne pas avoir à partager le gâteau ».

Les premiers mercenaires de Giscard au Liban

200 soldats français ont embarqué dans la nuit de mercredi à jeudi de l'aéroport de Toulouse-Blagnac à destination du Liban.

Appartenant au 3e régiment parachutiste d'infanterie de marine (3eRPIMA), stationné dans le Sud-Ouest, ils ne constituent qu'un premier contingent puisqu'au total ce sont 600 militaires français qui doivent participer à la FINUL (Force intérimaire des Nations Unies au Liban).

En mai 1976, Giscard avait essayé sans succès d'envoyer une force d'intervention française au Liban, cette fois c'est chose faite : l'armée française apporte sa contribution à l'intervention impérialiste au Liban. Rappelons que les forces d'intervention de l'ONU ont toujours servi la cause criminelle de l'impérialisme contre les peuples, que ce soit en Corée, lors de l'expédition contre le canal de Suez, ou au Congo.

Aujourd'hui, c'est contre les peuples palestinien et libanais qu'on utilise leur prétendue neutralité.

Les casques bleus

(Suite de la page une)

ce n'est pas là ce qui peut gêner Moscou, uniquement soucieuse de ne pas laisser au Proche-Orient toute la place vide pour son rival américain.

Soutenir la Résistance palestinienne et la lutte patriotique du peuple libanais, c'est donc s'opposer clairement et sans concession à l'envoi des casques bleus au Liban. C'est soutenir la lutte unie et résolue des peuples palestinien et arabes contre les complots des deux superpuissances qui, ouvertement ou hypocritement, cherchent toutes deux à les diviser pour mieux les asservir.

C'est populariser la juste lutte armée du peuple palestinien qui, loin de déposer les armes dans cette nouvelle épreuve, mène, au coude à coude avec les forces patriotiques libanaises, la vie dure aux assaillants sionistes.

C'est là le sens de la déclaration publiée mercredi par le porte-parole de l'OLP, Yasser Abed Rabbo, affirmant : « L'expression cessez-le-feu lorsqu'il s'agit de combats contre l'ennemi sioniste n'existe pas dans notre vocabulaire. La Communauté internationale doit adopter des résolutions qui permettent de mettre fin à l'agression et de repousser les envahisseurs et non des textes qui les autorisent à poursuivre leur agression contre la Résistance palestinienne et le peuple libanais ».